



## Charte

### **Economiefeministe – Plateforme pour l'économie féministe**

Economiefeministe, la plateforme pour l'économie féministe, est un lieu où les connaissances économiques sont collectées, systématisées, créées, transmises et discutées selon un point de vue féministe.

Economiefeministe compile puis repense le savoir en matière d'économie féministe élaboré et négocié dans les mouvements féministes et de femmes, dans les argumentations scientifiques, les débats de politique économique et les discussions d'avenir. Economiefeministe met en lumière les grandes lacunes de la politique économique actuelle et de ses bases théoriques et idéologiques. Notre travail prend comme point de départ économie des services et soins à la personne<sup>1</sup>, et sa signification pour l'ensemble de l'économie.

Toutes les personnes qui soulèvent des questions économiques d'un point de vue féministe sont appelées à se manifester, qu'elles soient des scientifiques, des militant-e-s, des personnes engagées dans les initiatives citoyennes ou des collaborateurs-rices de projets institutionnels.

#### **Plateforme pour l'économie féministe**

- Nous nous inspirons des questions économiques actuelles mais aussi historiques des mouvements féministes et des femmes, ainsi que des travaux de spécialistes en économie et politique économique féministes.
- Nous élaborons des projets autour de questions d'actualité touchant à l'économie féministe.
- Nous collaborons avec des scientifiques et des militant-e-s qui soulèvent des questions ayant trait à l'économie globale d'un point de vue féministe.
- Nous mettons en réseau les personnes intéressées, les spécialistes, les militant-e-s et théoricien-ne-s.
- Nous soutenons des projets et initiatives avec notre savoir-faire.
- Nous mettons l'accent sur les relations économiques globales, y compris sur le rôle de l'Etat et du système financier, et questionnons ainsi les notions de pouvoir, d'argent et de contrôle sur les femmes.

---

1 Il s'agit d'un secteur économique qui englobe l'ensemble de l'activité, des services et soins à la personne, ainsi que les services directs au ménage, rémunérés et non rémunérés.

## **Déterminant pour tou-te-s**

Au cours de leur vie, les femmes passent plus de 80 pour cent de leur temps de travail dans le secteur du soin et des services aux personnes. Ceci englobe tous les services à la personne et à domicile, à savoir toutes les activités, rémunérées ou non, liées aux soins des personnes et à leur prise en charge. Ce travail est primordial pour la qualité de nos conditions de vie et de notre niveau de vie, il est par conséquent déterminant pour l'ensemble de la société et pour la politique économique.

Le travail fourni dans le secteur du soin et des services aux personnes représente près de 70 pour cent du volume total du travail rémunéré et non rémunéré dans notre société. Pourtant, malgré son importance économique et sociale et son ampleur considérable, ce secteur est absent des théories et des politiques économiques courantes en tant que catégorie analytique à part entière. En effet, jusqu'à présent, la pensée et l'action théoriques en matière d'économie reposent principalement sur l'analyse du capitalisme industriel et des grandes branches de prestations qui y sont liées. Les prestations financées et organisées par l'Etat ne figurent généralement dans ces calculs qu'en tant que coûts. Cela signifie que l'importance de ce travail, effectué en grande majorité par les femmes, est ignorée dans le débat public et scientifique sur la politique économique, par exemple dans la définition de ce qui est pris en compte dans le produit intérieur brut (PIB) comme créant de la valeur et étant économiquement productif.

## **Principaux axes de l'économie féministe**

Le travail du soin met en jeu des questions économiques autres que celles de la production industrielle ou des services financiers. Ainsi, un nombre réduit de soignant-e-s ne peut pas soigner de plus en plus de malades sans que les prestations de soins et les conditions de travail en pâtissent.

Les économistes féministes étudient ce qui caractérise ce travail et sa place dans notre économie, au moins depuis les mouvements féministes des années 70, sous des termes tels que «théorie de la reproduction sociale», «théorie du care», «économie du care», «éthique du care», «social provisioning», «économie de la reproduction sociale» et «économie des services et soins à la personne». Les principales questions qui se posent sont les suivantes : qui compte ? Quels groupes de personnes sont représentés statistiquement et pris en compte dans la théorie économique ? Comment ce travail est-il organisé ? Qui l'effectue et dans quelles conditions ? Comment est-il rémunéré (ou pas) et quelles en sont les conséquences pour les personnes, rémunérées ou non, œuvrant dans ce secteur ? Quel impact a-t-il pour l'ensemble de l'économie ? Et quelles sont les questions qui se posent en termes d'égalité des genres, de durabilité écologique et pour «vivre bien» ?

Les économistes féministes nomment ainsi d'une part les bases économiques de la discrimination systématique des femmes et de la dévalorisation du travail qu'elles fournissent, et d'autre part, ils-elles s'attachent à combler les grandes lacunes existant dans les théories et pratiques économiques classiques.

C'est justement parce que ces lacunes dans la pensée économique concernent tout particulièrement les femmes qu'elles intéressent profondément l'économie féministe. En effet, les femmes représentent une part très élevée des personnes effectuant un travail non

rémunéré ou (mal) rémunéré dans le secteur du soin et des services aux personnes. Et une large majorité d'entre elles donnent naissance à des enfants puis assument une grande partie du travail de soin et de prise en charge dans leur famille. Les approches théoriques sur l'économie des services et soins à la personne qui ont vu le jour jusqu'à aujourd'hui et les questions que ces théories soulèvent sur les processus de travail, les conditions de travail et les rapports d'échange proviennent principalement des plumes et des esprits des mouvements de femmes et féministes. Economiefeministe s'inspire des questions économiques actuelles mais aussi historiques des mouvements féministes et des femmes, ainsi que des travaux de spécialistes en économie et politique économique féministes.

### **Qui compte ?**

Nous mettons l'accent sur des perspectives qui analysent les relations économiques globales. Le rôle de l'Etat et du système financier doit être pris en compte dans la discussion, tout comme les questions relatives aux interactions entre le pouvoir, l'argent et le contrôle sur les femmes.

En outre, notre travail dans ce secteur doit nécessairement partir de l'interdépendance et de la dynamique entre les différents secteurs économiques et des relations économiques avec l'étranger si nous voulons comprendre les dynamiques économiques dans leur ensemble.

Une majorité des personnes actives dans ce secteur, en particulier les femmes, supportent toute une série de conséquences graves : d'importants écarts de revenus (celui entre le salaire des hommes et des femmes s'élevant à environ 100 milliards de francs par an), des inégalités dans l'organisation des finances publiques, dans les systèmes de financement de l'assurance vieillesse, de l'assurance chômage et de l'assurance maladie, dans la fiscalité, dans la répartition du capital et de la fortune, ainsi que les conséquences défavorables financièrement des modèles actuels de financement de la garde extrafamiliale des enfants, pour ne citer que quelques aspects.

Nous ne voulons plus de débats, d'études et de projets de loi en matière de politique économique sans une réflexion substantielle d'un point de vue féministe. En effet, si ceux-ci ne prennent pas en compte le préjudice économique structurel des femmes et si leurs expériences et connaissances ne sont pas prises en compte de manière appropriée dans les décisions sociopolitiques, ils ne profiteront qu'à une minorité de la société. Nous devons donc nous poser les questions suivantes de toute urgence : comment le travail dans le secteur du soin et des services aux personnes peut-il être financé et organisé socialement à l'avenir, afin qu'il profite à l'ensemble de la population et ne repose plus sur l'exploitation financière et temporelle des femmes et, plus généralement, de la main-d'œuvre sous-payée, non rémunérée et flexibilisée ? Que devons-nous connaître des contextes économiques pour que la condition préalable à des décisions démocratiques en matière de politique économique soit remplie ? Et si les femmes et leur travail comptaient vraiment ?

### **Défis**

En parlant du secteur économique de sollicitude aux personnes, nous parlons de toutes les personnes prises en soins et de toutes celles qui travaillent dans ce secteur. Des per-

sonnes d'origines sociales différentes, de situations familiales et de revenus variées, avec ou sans contexte migratoire, de différents âges et couleurs de peau, d'orientation sexuelle et d'identité de genre différentes ont un accès différent aux services et des conditions de travail différentes dans ce secteur. Nous manquons de nombreuses données sur le sujet, ce qui ne permet de représenter les phénomènes que de manière limitée en raison des nombreux mécanismes d'inégalité mentionnés.

Les théoricien·ne·s et les militant·e·s qui réfléchissent à ces défis présentent des profils très divers, tant dans leurs disciplines que dans leurs approches. Et il en va de même dans l'économie: l'économie féministe comme courant unique n'existe pas, que ce soit dans les questions, les théories et les débats passés ou présents. L'économie féministe n'existe que sous une forme plurielle, il faudrait en fait parler d'économies féministes. Mais quelles que soient les approches et leurs constructions théoriques différentes, toutes se rejoignent sur certains points communs: le travail non rémunéré, des aspects du secteur du soin et des services aux personnes ou son importance pour l'économie dans son ensemble.

### **Forme d'organisation et travail (non) rémunéré**

La forme associative de l'organisation d'Economieféministe soulève des questions fondamentales, en lien direct avec notre sujet et avec l'objectif de notre association: la coexistence du travail rémunéré et du travail non rémunéré ainsi que les questions d'équité y afférentes sont centrales non seulement dans l'économie féministe, mais aussi au sein de notre structure et dans la collaboration avec les chercheurs·euses, les militant·e·s, les groupes et les organisations. En employant un secrétariat général et avec un mix entre missions rémunérées et travail bénévole, nous devons déterminer pour chaque tâche si elle doit être rémunérée et, si oui, à quelle hauteur. Partant du principe que d'autres projets de la société civile sont confrontés à des défis similaires, nous tenons un journal de nos discussions et de nos conclusions et avons l'intention de discuter publiquement du sujet.